

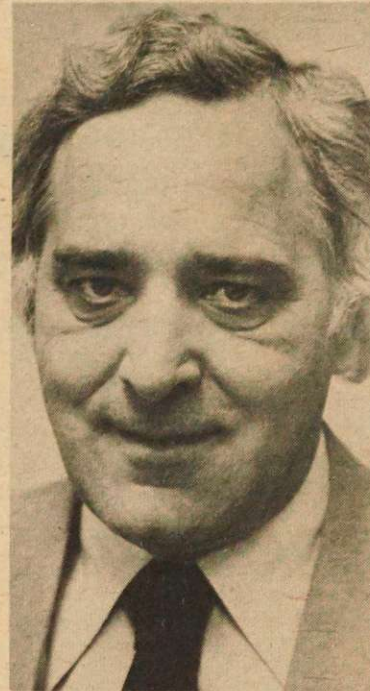
L'INDEXATION: ON Y TIENT!



**Va-t-on
se laisser
voler
5 millions
par année?**

Va-t-on se laisser voler plus de 5 millions de dollars par année? C'est ce que représente l'indexation versée par Domtar à ses employés pendant une année. Le 95 cents ou le 86 cents d'indexation que nous avons reçus depuis la mise en vigueur de la formule d'indexation, c'est à nous! Les compagnies du papier veulent nous l'enlever. Pourquoi? Parce que ces capitalistes ont tout simplement fait le calcul de ce que représentait la formule d'indexation. Pour eux, cela signifie moins de profits. Ils sont capables de le payer mais ils se sont dit qu'ils n'allaient pas faire de cadeau. Si les travailleurs veulent garder leur formule d'indexation, ils devront prouver leur force, montrer à Domtar qu'ils

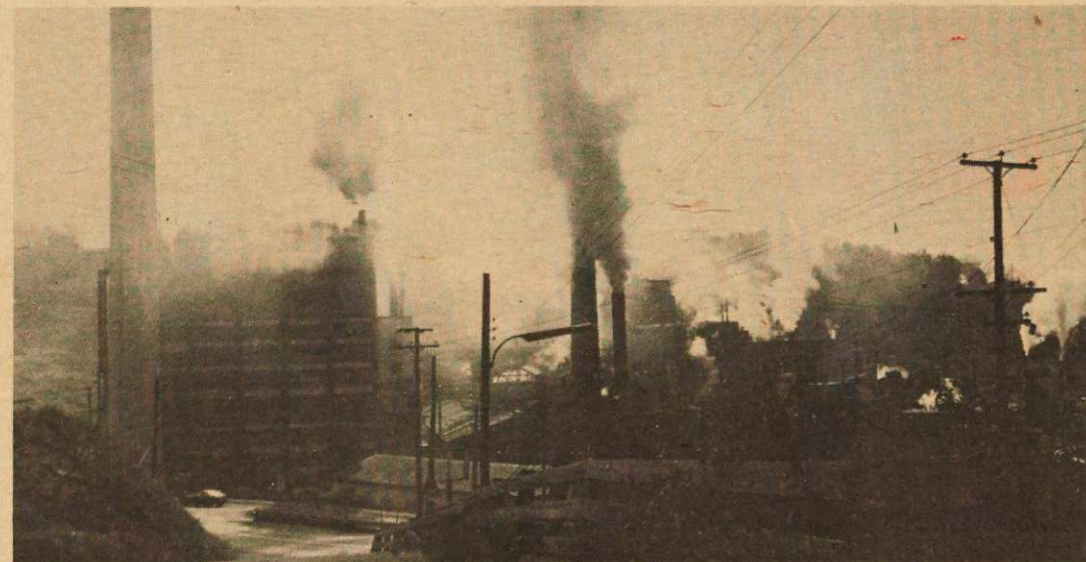
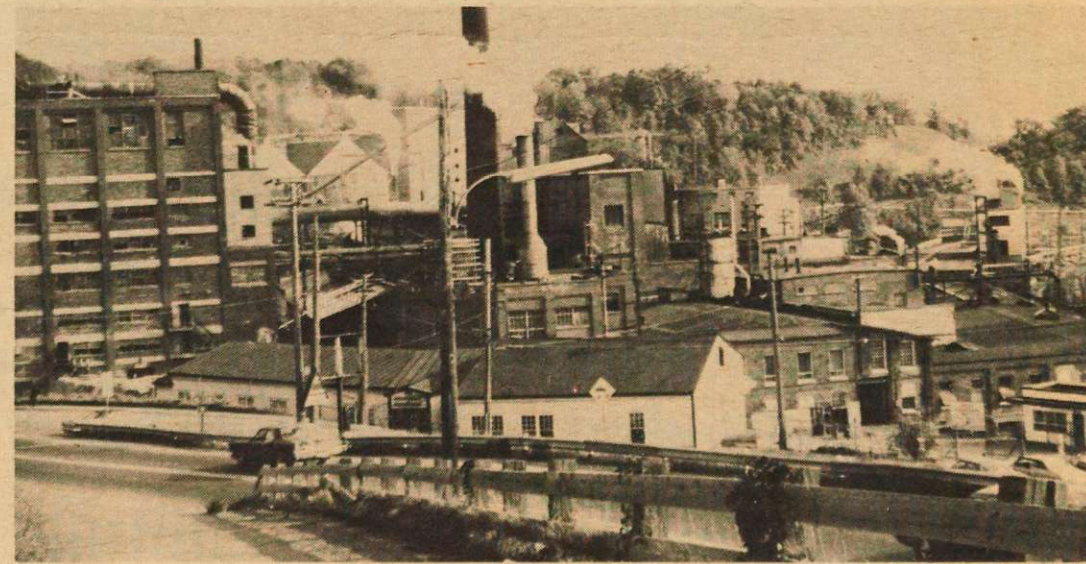
sont déterminés à garder leurs droits acquis. Pour les patrons, c'est de la pure logique: on commence par leur enlever la formule d'indexation puis on leur enlève ensuite d'autres droits acquis comme l'ancienneté, la clause de réserve, la sécurité d'emploi, etc... Bref, tant qu'à leur enlever des droits, aussi bien aller jusqu'au bout, se sont-ils dit. La bataille à mener dépasse le cadre de la seule revendication autour de la formule d'indexation. C'est à nous de ne pas céder à l'humiliation qu'ils veulent nous faire subir. On s'est déjà tenu debout; on est capable de leur montrer qu'ils ont fait une erreur de calcul monumentale. Les hommes debout faussent les calculs!



Jean-Guy Morin, directeur de la fédération

“Cette année, on s’est donné un enlèvement commun, une stratégie d’ensemble tout en laissant à chacun la liberté des moyens d’action. On n’a qu’à se rappeler comment nous sommes allés chercher l’indexation. Les compagnies ne nous ont pas fait un cadeau. Nous sommes allés chercher la formule d’indexation avec notre force. Si on a pu obtenir l’indexation sans avoir à faire de grèves dites illégales, c’est certainement grâce au conflit de Price en 1974. Il a fallu que les quelque 2,000 gars de Price fassent une grève de 109 jours pour que le pattern sur l’horaire de travail puisse être défoncé. Quand est venu le temps d’aller chercher l’indexation, les compagnies de papier se sont rappelées du conflit, se sont rappelées que le pattern de l’internationale ne tenait plus. Alors, elles ont cédé. Nous sommes allés chercher quelque 21 millions pour les membres de la Fédération avec cette bataille.”

Cette année, les compagnies nous essayent à nouveau. Elles veulent nous enlever l’indexation, elles veulent savoir ce que nous avons dans le ventre. Si on les laisse faire, la prochaine fois, si ce n’est pas cette fois-ci, elles nous essayeront sur l’ancienneté, sur les droits acquis, etc... Si nous sommes décidés de passer à travers, c’est parce que nous savons tous ensemble l’importance de la bataille.”



Pourquoi payerions-nous pour l’inflation provoquée par les boss? On veut garder notre indexation!

L’indexation, on y tient!

La formule d’indexation que nous demandons, ce n’est pas la mer à boire. Si le coût de la vie augmente de plus de 8% pour la première année de la convention et de plus de 6% pour la deuxième année, nous demandons à être protégés. Ça veut dire que si l’augmentation du coût de la vie se maintient au rythme actuel, les compagnies n’auront pas à verser un sous. En effet, le coût de la vie a augmenté de 6,5 pour cent en septembre par rapport au même mois de l’année précédente.

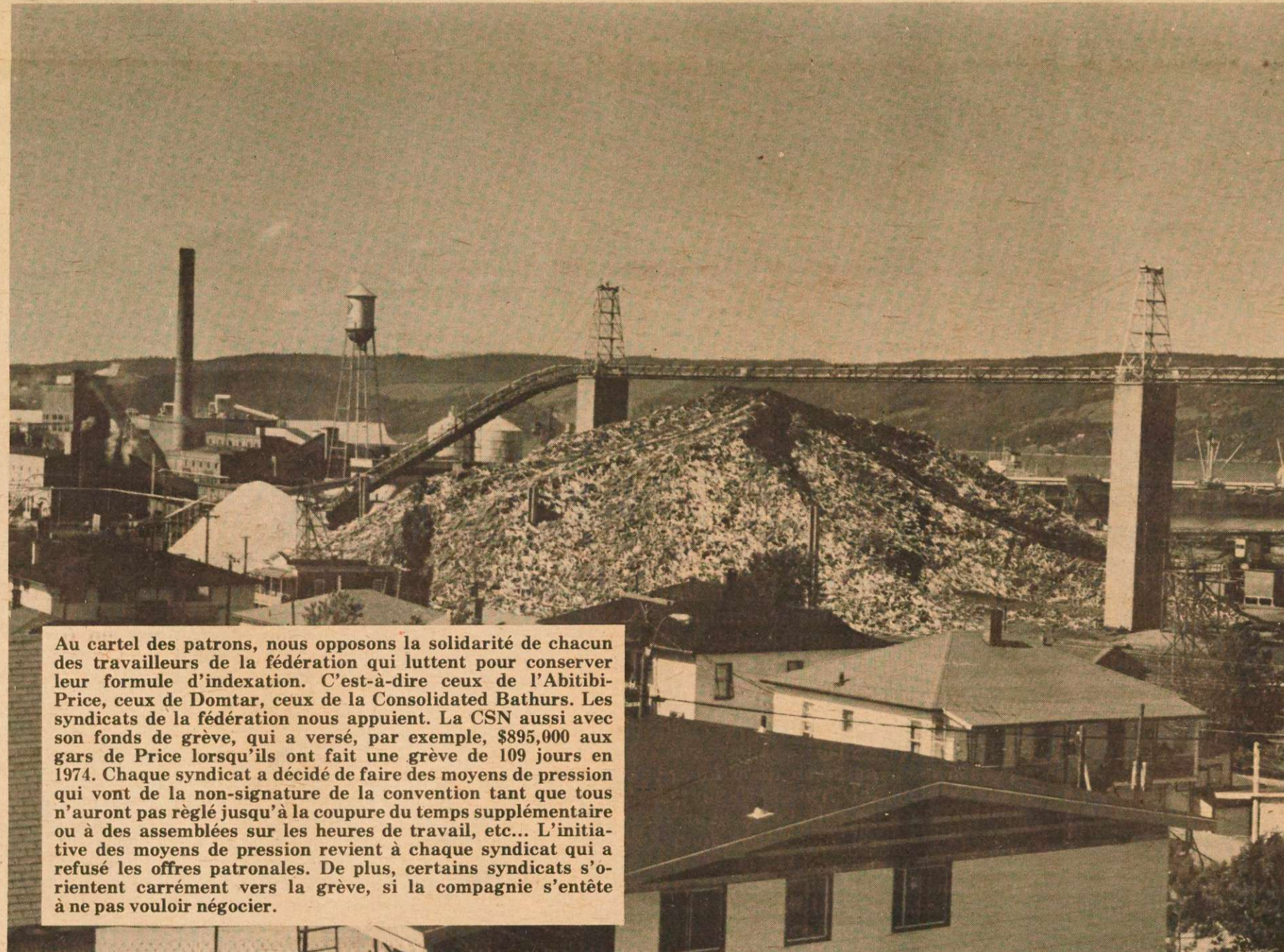
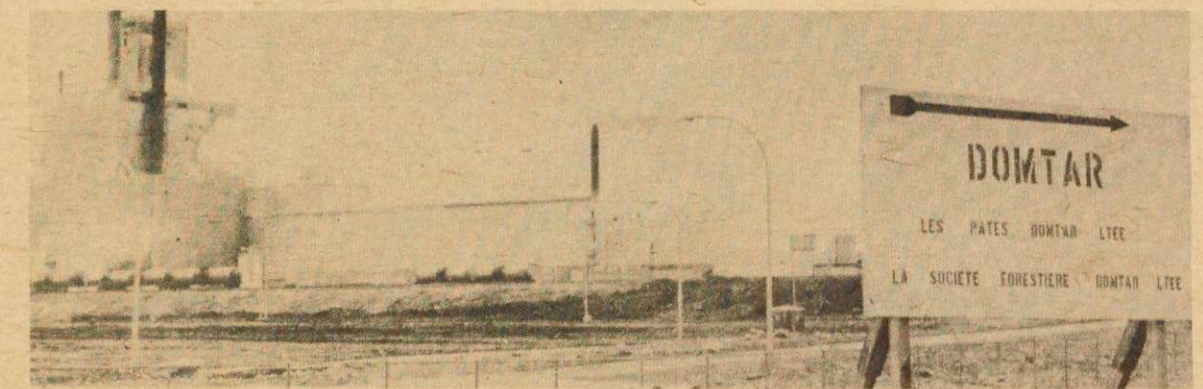
Mais si les compagnies savent compter, nous aussi. On n’est pas des fous. On tient à se protéger. L’indice des prix à la consommation est composé à 30 pour cent des prix des produits alimentaires. Ce sont les seuls produits qui ont baissé depuis le début des mesures Trudeau. Selon Statistique Canada, les trois quart des prix formant l’indice ont augmenté. Cela veut dire que si le prix des aliments commencent à augmenter, on va y goûter si on n’a pas une for-

mule d’indexation pour nous protéger. Or, le journal La Presse annonçait en octobre que le prix du boeuf qui avait connu une diminution de prix de 17 pour cent allait cet hiver augmenter de \$0.70 cents la livre. Bref, cela veut dire que le prix des aliments risque de suivre la même progression que les prix contrôlés par la Commission anti-inflation. Le tableau suivant nous donne un bon indice de ce que pourrait être cette hausse supérieure à 8 pour cent.

EVOLUTION DES PRIX SOUMIS AU CONTROLE

secteur	Hausse de prix août 75 à août 76	Hausse de prix juillet 74 à juillet 75	rythme annuel compte tenu des tendances récentes
Logement	10.90%	9.10%	10.60%
transport	8.90%	11.20%	16.80%
vêtement	6.10%	5.30%	5.40%

Source: La Presse Statistique Canada



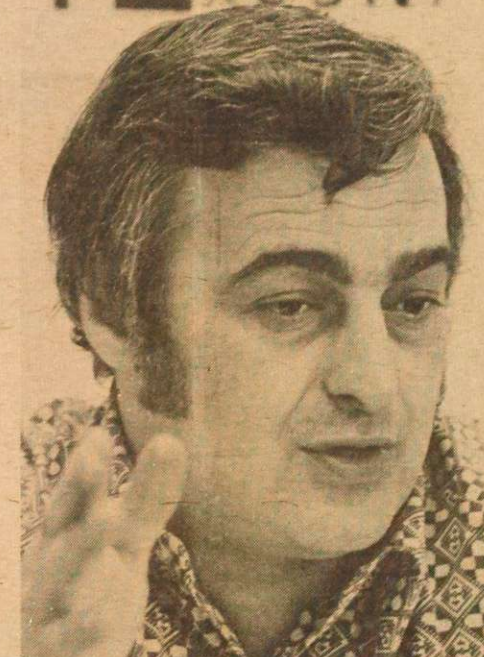
Au cartel des patrons, nous opposons la solidarité de chacun des travailleurs de la fédération qui luttent pour conserver leur formule d’indexation. C’est-à-dire ceux de l’Abitibi-Price, ceux de Domtar, ceux de la Consolidated Bathurs. Les syndicats de la fédération nous appuient. La CSN aussi avec son fonds de grève, qui a versé, par exemple, \$895,000 aux gars de Price lorsqu’ils ont fait une grève de 109 jours en 1974. Chaque syndicat a décidé de faire des moyens de pression qui vont de la non-signature de la convention tant que tous n’auront pas réglé jusqu’à la coupure du temps supplémentaire ou à des assemblées sur les heures de travail, etc... L’initiative des moyens de pression revient à chaque syndicat qui a refusé les offres patronales. De plus, certains syndicats s’orientent carrément vers la grève, si la compagnie s’entête à ne pas vouloir négocier.

Donnacona ne lâchera pas!

—Fernand Brière

“Les gars de Donnacona ont suivi le mot d’ordre de la Fédération. Ils ont tout d’abord décidé de couper le temps supplémentaire. C’est à ce moment-là que deux des trois machines ont eu besoin d’être ré-

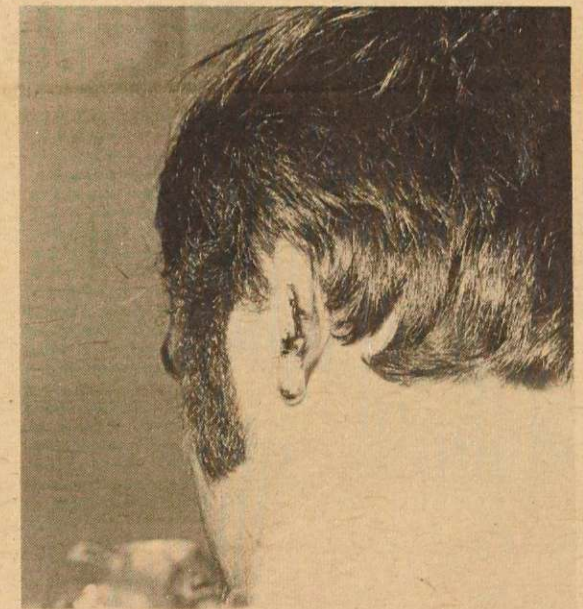
parées. La compagnie exigeait que les mécaniciens adoptent un horaire de travail spécial mais ceux-ci ont décidé d’appliquer la convention à la lettre. La compagnie a alors mis les papetiers à pied, puis les hommes de métier et les employés de bureau. La situation aurait pu durer ainsi indéfiniment mais les gars ont décidé un mois plus tard de déclencher la grève après être allés en vain à chaque matin aux portes de la compagnie pour voir s’il y avait de l’emploi. Au centre du litige, il y a bien sûr la question de l’indexation, celle du fonds de pension, des vacances et du salaire minimum garanti. Ce qui compte, c’est que les gars et les filles sont déterminés à gagner. Nous nous sommes organisés pour faire face à une longue grève. Déjà, les syndiqués des autres usines nous donnent un coup de main au point de vue financier. La grève a été votée à scrutin secret à 88,3 pour cent, pour les employés d’usine et à 92 pour cent par les employés de bureaux. Avec ce mandat-là, on est capable de tenir longtemps s’il le faut!



Fernand Brière, président



Cette photo des travailleurs de la Standard Paper Box a été prise en 1964. Les travailleurs avaient alors fait une grève de cinq mois et demi pour conserver leurs droits acquis et la clause des coutumes d’atelier.



Cette photo d’un travailleur de la Standard Paper Box a été prise cette année alors que les travailleurs de la Standard font à nouveau une grève pour conserver leurs droits acquis et la clause des coutumes d’atelier. Ce travailleur a été sauvagement battu le 14 octobre dernier par un fier-à-bras de l’agence Garda qui l’a attaqué avec une matraque. Comme le dit un gréviste: “les compagnies de papier, comme toutes les autres entreprises, se servent de prétextes pour affaiblir les gars et aller chercher ensuite une série de droits acquis que les travailleurs croyaient avoir gagnés à tout jamais. Si on laisse aller ça, nous ne sommes plus à l’abri d’aucun préjudice. Ils iraient gruger tout ce que nous avons obtenu au prix de dures luttes.”

A Donahue et à Kruger, on a défoncé le pattern!

A Donahue de Clermont et à Kruger, les travailleurs ont défoncé le pattern du syndicat canadien. Ils garderont leur formule d'indexation. On aurait pensé que cette victoire d'un groupe de travailleurs de la Fédération des travailleurs du Papier et de la Forêt (CSN) allait permettre aux travailleurs de Domtar d'aller chercher l'indexation. Mais les compagnies, réunies autour de l'association canadienne des producteurs des pâtes et papiers, ont décidé que Donahue et Kruger n'étaient pas des compagnies représentatives et qu'il ne fallait donc pas étendre aux autres travailleurs CSN les ententes intervenues.

L'entente de Clermont prévoit la formule d'indexation suivante: si l'indice des prix à la consommation augmente de plus de 8 pour cent pour la première année de la convention et de plus de 6 pour cent pour la deuxième année de la convention, les travailleurs auront droit à un cent (0.01) pour chaque tranche complète de .26 d'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

Nous demandons sensiblement la même chose mais les compagnies refusent de nous accorder la moindre indexation au coût de la vie. Imaginons pour un instant que nous ne conservons pas notre clause d'indexation. Nous serions obligés lors des négociations ultérieures de réclamer entre 25 et 30 pour cent de hausse de salaires pour pouvoir conserver notre pouvoir d'achat. De ce chiffre, 20 pour cent serait du rattrapage, mais les gens diraient que nos demandes sont exagérées. Pourtant, elles ne seraient que légitimes. On ne se battrait alors que pour reprendre ce que nous aurions perdu pendant la durée de la convention parce que le coût

de la vie aurait grugé nos augmentations de salaire. Qu'on se souvienne de la vague inflationniste de 73-74 alors que nos salaires ne valaient plus grand chose à cause de l'inflation. On a rattrapé l'inflation mais il a fallu se battre. Qui plus est, la compensation pour la perte du pouvoir d'achat arriverait un an ou deux ans trop tard. Il n'y a pas de chance à prendre. Qui d'entre nous est prêt à accepter une baisse de salaire? C'est ce qui va arriver si on n'obtient pas la clause d'indexation et que le coût de la vie augmente de plus de 8% entre mai 76 et mai 77, et de plus de 6% entre mai 77 et mai 78. Les compagnies de papier font assez de profits sur notre dos sans qu'on commence à leur faire des cadeaux.



Cet homme est dangereux

Cet homme s'appelle Roger Martin. Il est actuellement vice-président aux relations Industrielles et aux ressources humaines chez Domtar Ltée. Il est membre du Conseil Consultatif du Travail et de la Main d'Oeuvre, du Conseil d'Administration du Centre des Dirigeants d'Entreprise, du Conseil Exécutif du Conseil du Patronat, du Conseil Exécutif de l'Uquam où il y a actuellement une grève des professeurs et du Comité Exécutif de l'Association des Manufacturiers du Québec.

Cet homme, à l'exemple de la firme américaine Advanced Management Research, donne actuellement des cours sur la façon de casser un syndicat. Ces cours, qui durent trois jours, coûtent \$345.00. Ce montant, déductible d'impôt, n'inclut que les textes et les frais de scolarité.

Ce séminaire ne s'adresse qu'au personnel cadre et aux administrateurs. Pour prévenir toute infiltration d'intrus, on a pris bien soin de créer un comité de sélection.

Les objectifs du programme

- Sensibiliser les participants aux principaux mécanismes d'organisation et de fonctionnement d'un syndicat (entendre: comment empêcher la syndicalisation des travailleurs)
- Développer chez le participant une plus grande habileté face à la négociation ou à l'administration d'une convention collective (entendre: comment connaître la stratégie syndicale en temps de négociation pour mieux "fourrer" les travailleurs)
- Favoriser une meilleure compréhension des différentes variables qui interfèrent lors d'un conflit en vue

de faciliter la prise de décision en fonction des stratégies respectives des deux parties (entendre: comment savoir où le syndicat est le plus faible, que faire pour le diviser, etc...)

- Permettre une utilisation rationnelle des outils qui sont à la disposition de l'administrateur dans le domaine des relations de travail (entendre: comment se servir de la police, des injonctions, etc...)

amr international, inc.
ADVANCED MANAGEMENT RESEARCH
1370 Avenue of the Americas, New York, N.Y. 10019 (212) 765-6400

Cette société américaine fut la première à donner des cours au Québec sur la façon de s'y prendre pour casser un syndicat.

Chaque phrase du programme ne vise qu'un but: apprendre aux boss à se prémunir contre un syndicat trop fort, comment l'affaiblir, comment le casser. Ce séminaire porte le nom de "Le syndicat dans l'entreprise, approche pratique". Ce qui est encore plus révoltant de ce type de séminaire, c'est qu'il est organisé avec des fonds publics, avec nos taxes, via l'école des Hautes Etudes Commerciales qui reçoit des subventions du gouvernement comme toute l'Université de Montréal.

C'est ce Martin-là que nous affrontons. C'est lui le porte-parole de Domtar. C'est lui le responsable de toute la stratégie patronale actuelle qui vise à nous diviser, à nous casser, à nous enlever des droits acquis.

le travail

Produit par le service d'information de la CSN Grâce à la collaboration des travailleurs de la Domtar qui se sont procurés certaines photos et nous ont aidés dans la rédaction des textes.

L'INDEXATION
ON Y TIENT

novembre 1976